



MINISTÈRES SOCIAUX

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

Sous-direction des achats et
du développement durable

Accord cadre mono-attributaire relatif à des prestations de nettoyage, d'entretien courant des locaux
et de manutentions légères pour les différents sites des ministères sociaux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Numéro de consultation : PRA014552
Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - Acheteur	3
PARTIE 1 Accord-cadre.....	3
Article 5 - Durée de l'accord-cadre	4
Article 6 - Lieu d'exécution.....	5
Article 7 - Documents contractuels.....	5
Article 8 - Prestations similaires à l'accord-cadre	5
PARTIE 2 Marchés subséquents.....	6
Article 9 - Marchés subséquents (MS).....	6
PARTIE 3 Dispositions communes à l'exécution de l'accord-cadre par marchés subséquents et par bons de commande.....	8
Article 10 - Modalités d'exécution des prestations	8
Article 11 - Exigences relatives aux prestations (représentation des parties)	Erreur ! Signet non défini.
Article 12 - Obligations du titulaire	Erreur ! Signet non défini.
Article 13 - Considérations sociales et environnementales	15
Article 14 - Confidentialité et secret des affaires.....	20
Article 15 - Clauses de réexamen - Evolution des prestations et des périmètre.....	15
Article 16 - Ordres de service.....	17
Article 17 - Pénalités.....	17
Article 18 - Régime financier	30
Article 19 - Dispositions Diverses	25
Article 20 - Litiges et contentieux.....	46
Article 21 - Sites protégés et sensibles.....	48
Article 22 - Dérogations au CCAG-FCS	49

Article 1 - Acheteur

Les Ministères sociaux,
Direction des finances, des achats et des services,
Sous-direction des services généraux et de l'immobilier.

PARTIE 1 : ACCORD-CADRE

Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services. Il concerne la réalisation de prestations de nettoyage, d'entretien courant des locaux et de manutentions légères sur l'ensemble des sites des ministères sociaux. Les prestations comprennent le nettoyage général, la vitrerie et toute intervention assimilée à la manutention légère.

Le titulaire devra répondre aussi bien aux besoins quotidiens qu'aux demandes occasionnelles, via un dispositif de prix mixtes, associant forfaits pour les prestations régulières et bons de commande pour les besoins spécifiques ou pour l'intégration de nouveaux espaces.

Code CPV de la consultation : 90911000 - Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres.

Article 3 - Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Le marché est organisé sur la base d'un accord-cadre mixte mono-attributaire, permettant de couvrir les besoins courants (forfaits) et ponctuels (bons de commande) avec marchés subséquents pour les nouveaux sites éventuels.

Pour Duquesne, Tods et High Line, une tarification forfaitaire s'applique. Les prestations forfaitaires démarreront à la notification d'un OS et les prestations unitaires débiteront à la notification du bon de commande. Les forfaits correspondant aux sites Tods et High Line démarrent à la date indiquée dans les ordres de service respectifs.

S'agissant du bâtiment Simone Veil, un marché subséquent sera initié une fois le périmètre définitivement arrêté, la DPGF portant un prix individuel par étage. Au fur et à mesure de l'avancement des déménagements, des ordres de service seront émis pour ajuster la rémunération et déclencher les prestations de nettoyage dans les espaces nouvellement ouverts.

Pour tout autre site à venir, un marché subséquent dédié sera mis en œuvre dès l'apparition du besoin.

Sur les sites de Tods, High Line et Simone Veil une prestation de base est mise en place, assurée dès le début du marché et centrée prioritairement sur les espaces d'accueil, halls d'entrée, ascenseurs et

escaliers.

Le titulaire de l'accord-cadre devra reprendre les personnels exécutant actuellement les prestations. Les informations relatives à la masse salariale sont contenues dans les trois « annexe 7 » pour les trois sites respectivement concernés.

Article 5 - Montant de l'accord-cadre pour la partie à bons de commande

Les montants minimum et maximum de l'accord-cadre pour la partie à bons de commande sur sa durée totale (période ferme et périodes de reconduction éventuelles), sont les suivants :

Montant mini € HT / 4 ans	Montant maxi € HT / 4 ans	Montant estimé € HT / 4 ans
100 000 €	700 000 €	350 000 €

Article 6 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est d'un (1) an et prend effet à compter de sa date de notification. La conclusion des marchés passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de la validité de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois maximum pour des périodes de douze (12) mois chacune. En cas de décision de non-reconduction par le pouvoir adjudicateur, celui-ci doit respecter un préavis d'un délai de trois (3) mois avant la fin de la période en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction de l'accord-cadre et ne peut se prévaloir d'aucune indemnité en de non-reconduction.

Dans le cadre du présent contrat, sauf mention contraire, il est fait référence à des jours calendaires.

La clause de réexamen du présent CCAP traite de la durée de la partie forfaitaire.

Article 7 - Lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront sur des sites des ministères sociaux situés en région **Ile-de France**.

Sans caractère limitatif, les sites de :

- Duquesne, 14, Avenue Duquesne, 75007 Paris
- High Line, 8 rue François Ory, 92120 MONTROUGE
- TODS, 78, rue Olivier-de-Serres – Tour Olivier de Serres - 75015 PARIS
- Simone Veil (MALAKOFF, 92240)

Des sites complémentaires peuvent être ajoutés durant l'exécution du contrat par la passation de marchés subséquent.

Des déménagements sont prévus durant l'exécution du contrat. Fin 2027 et début 2028, les sites de Tods et High Line fermeront et les agents seront transférés sur le site Simone Veil.

Article 8 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : le bordereau des prix unitaires plafonds (BPU) et le bordereau des prix plafonds (BPP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés de fournitures et de services, instauré par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) remis par le Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) des sites concernés, utilisées comme prix de référence pour la passation des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra.

Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente de du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/FCS 2021 est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'Administration.

Toute réutilisation commerciale ou non de l'ensemble des pièces du présent marché (AE, AC, ...) est soumise à l'autorisation préalable du service des marchés des ministères sociaux.

Article 9 - Prestation similaires à l'accord-cadre

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence peut être passé avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire. Ce nouveau marché est alors négocié directement avec le titulaire, qui propose une offre technique et financière correspondante. Un tel marché négocié ne peut être conclu que pendant les trois ans suivants la notification de l'accord-cadre.

PARTIE 2 : MARCHES SUBSEQUENTS

Article 10 - Marchés subséquents (MS)

10.1. Objets des marchés subséquents

S'agissant du bâtiment Simone Veil, un marché subséquent sera initié une fois le périmètre définitivement arrêté, la DPGF devant porter un prix individuel par étage. Au fur et à mesure de l'avancement des déménagements, des ordres de service seront émis pour ajuster la rémunération et déclencher les prestations de nettoyage dans les espaces nouvellement ouverts.

Pour tout autre site à venir, un marché subséquent dédié sera mis en œuvre dès l'apparition du besoin.

10.2. Liste des pièces contractuelles

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et ses annexes : le bordereau des prix unitaires (BPU) et la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés de fournitures et de services, instauré par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses particulière (CCP) propre à chaque marché subséquent et leurs éventuelles annexes.

10.3. Passation des marchés subséquents

A la survenance du besoin, une lettre de consultation définissant les modalités de remise de l'offre est transmise au titulaire. Cette lettre fixe notamment le délai de remise de son offre par le titulaire. Le titulaire a une obligation de réponse à l'ensemble des consultations en vue de la passation de marchés subséquents.

10.4. Prix des marchés subséquents

« Ces marchés subséquents seront conclus à prix forfaitaire, établi sur la base des prix plafonds du BPP, et le cas échéant sur le prix des DPGF relatives aux sites des prestations forfaitaires.

Pour les prestations ponctuelles, le BPU est directement applicable à l'ensemble des sites relevant du périmètre de l'accord-cadre, incluant ceux intégrés par marché subséquent ».

10.5. Durée et délais d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-

cadre. Leur exécution peut éventuellement se prolonger au-delà de cette durée, sans excéder 6 mois en cas de marché subséquent engagé et non achevé avant l'échéance de l'accord-cadre.

La durée de chaque marché subséquent est indiquée dans le marché subséquent correspondant.

La résiliation d'un MS n'emporte pas la résiliation de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Les délais d'exécution sont indiqués dans le CCTP de l'accord-cadre et précisés si nécessaire dans le CCP du marché subséquent.

PARTIE 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE PAR MARCHES SUBSEQUENTS ET PAR BONS DE COMMANDES

Article 11 - Modalités d'exécution des prestations

11.1. L'obligation de résultats

Pour les prestations objet du présent accord-cadre, le titulaire est tenu à une obligation de résultat. De manière générale, le titulaire s'engage, pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées, à respecter les diverses réglementations et normes de sécurité applicables à son domaine d'activité. Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux.

Les objectifs du titulaire consistent à assurer le maintien de l'entretien des bâtiments dans le temps, garantissant ainsi la qualité et la continuité du service dues aux personnels et aux usagers des bâtiments, d'une part, et des conditions d'exploitation des bâtiments, d'autre part.

Le titulaire garantit une qualité de prestation satisfaisante au regard des quatre critères définis au titre II du CCTP.

11.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit, après mise en demeure préalable, de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. En cas de faute lourde constatée, l'exclusion du personnel est immédiate.

De même et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai :

- 3 jours pour un personnel œuvrant
- 7 jours pour un personnel non-œuvrant

Ce délai court à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

11.3. Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Des bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre pour répondre à des besoins concernant notamment des prestations complémentaires de nettoyage sur l'ensemble des sites entrant dans le périmètre de l'accord-cadre. Ces bons de commandes sont émis sur la base du BPU.

11.4. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- le nom de l'accord-cadre ou du marché subséquent correspondant
- la référence de l'accord-cadre ou du marché subséquent correspondant

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre ou du marché subséquent. Ils peuvent continuer à s'exécuter au-delà de la durée de de l'accord-cadre pendant un délai raisonnable fixé à 3 mois.

La résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ou du marché subséquent ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Dans les deux cas, le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

11.5. Prestations supplémentaires et occasionnelles en cas d'épidémie

Dans les conditions de l'article 4 du CCTP, des prestations particulières peuvent être mises en place à la suite d'une épidémie. Elles font l'objet d'un devis complémentaire établi sur la base des tarifs indiqués au BPU rubrique « Prestations supplémentaires et occasionnelles ».

Article 12 – Exigences relatives aux prestations (représentation des parties)

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre et les marchés subséquents.

12.1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la réunion de démarrage du marché.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

12.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 13 - Obligations du titulaire

13.1. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

13.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

13.3. Plan de continuité d'activité

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'Administration un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée au profit des ministères ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services de l'administration à cet effet afin de lui préciser les attendus du ministère.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites ministériels.

13.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le personnel du titulaire porte une tenue vestimentaire uniforme avec badge, dans un état de propreté permanent et des chaussures convenables.

Les personnels chargés de l'exécution des prestations prévues aux termes du présent marché doivent avoir été engagés conformément à la législation et à la réglementation du travail.

Il sera nécessaire de prévoir un encadrement fort sur site permettant une communication fluide avec l'Administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter la discipline au sein des sites objet du marché et notamment interdire à son personnel de :

- faire pénétrer dans les locaux de l'Administration des personnes étrangères aux services ou au titulaire.
- utiliser le téléphone et les photocopieurs.
- prendre et consommer des boissons alcoolisées.
- provoquer du désordre d'une façon quelconque.
- manquer de respect aux occupants de l'immeuble.
- fumer à l'intérieur des locaux.

- sortir du matériel de l'Administration quel qu'il soit, même vétuste.
- distribuer des tracts à l'intérieur des locaux du ministère.
- prêter son badge d'accès à quiconque (notamment les agents du ministère) et pour quelques raisons que ce soit. Seul le bureau de la sécurité est habilité dans la gestion des badges.

Concernant la fermeture des sites de Tods et Highline : l'Administration souhaite que le matériel en bon état et le personnel soient réintégrés sur les nouveaux sites qui feront l'objet de marchés subséquents.

13.5. Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel), le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe.

13.6. Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Article 14 - Considérations sociales et environnementales

14.1. Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent marché. Les modalités d'application feront l'objet d'une réunion spécifique lors du démarrage du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

L'objectif d'insertion sociale tient compte de la spécificité de la situation du titulaire de reprendre tout ou partie des salariés en application de l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011.

Par conséquent, l'attributaire s'engage à réserver 50 % des postes devenus vacants à l'initiative de l'entreprise ou du salarié ou nouvellement créés dans le cadre de la mise en œuvre des prestations qui font l'objet du marché, à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (cf. publics éligibles).

Le poste concerné devra avoir une durée minimum de deux mois.

Le premier recrutement à un poste vacant ou nouvellement créé dans le cadre de l'exécution du marché devra être réservé à une personne rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- ✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Monsieur Clément COQUERY

alphonse.mabiala@epec.paris

06 38 08 02 10

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle des recrutements de personne en insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC : alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 15.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. Un suivi d'exécution est effectué par l'administration, qui peut demander au titulaire de participer à ce titre à des réunions.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre annuellement à l'EPEC et à l'Administration, à la date anniversaire de la notification, un rapport détaillé des actions de formation (technique, savoirs généraux, lutte contre l'illettrisme, maîtrise du français...) effectuées par les personnels en insertion professionnelle durant l'année d'exécution écoulée.

A l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution.

Cet article déroge à l'article 16 du CCAG FCS.

14.2. Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend de considérations environnementales.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental

Le titulaire du marché est tenu de favoriser l'utilisation de produits respectant l'environnement et la santé humaine et exclure l'usage de méthodes nocives et de produits chimiques cancérigènes, mutagènes, toxiques ou perturbateurs endocriniens.

Les produits doivent être respectueux de l'environnement et de la santé (pas de produits nocifs, toxiques, irritants ou allergènes par contact ou inhalation, adaptés pour le nettoyage de la crèche et du jardin d'enfants) et éco labellisés.

A ce titre, le titulaire s'engage à n'utiliser que des produits suivant la réglementation sur l'environnement.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer, les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Par manquement, et il sera appliqué la pénalité « Non-respect de toute autre prescription contractuelle ne faisant pas l'objet d'une pénalité spécifique. »

Article 15 - Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Cet article déroge à l'article 21 du CCAG FCS.

Article 16 - Clauses de réexamen - Evolution des prestations et des périmètres

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent. Le présent marché peut faire l'objet de modifications dans les conditions suivantes :

16.1. Modifications nécessitant un avenant

La possibilité de déployer le travail en journée sur les autres dites que Duquesne sera prévue par avenant, qui définira un coefficient de modification du prix de la prestation.

15.2. Modifications applicables de plein droit sans avenant

Ces modifications pourront s'effectuer par une décision unilatérale de l'administration. Elles pourront concerner les champs suivants :

- a) Substitution d'indices de révision des prix tels que définis par l'INSEE

En cas de suppression ou de modification d'un indice INSEE utilisé pour la révision des prix, il convient de substituer cet indice par celui qui en assure la continuité, selon les tableaux de correspondance publiés par l'INSEE.

Cette substitution garantit que les révisions de prix demeurent justes et fidèles à l'évolution économique des coûts.

En prévoyant explicitement cette substitution dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur assure la stabilité du contrat et traite le risque de litige. Le choix du nouvel indice doit refléter la même finalité économique que l'indice initial, avec un avenant si nécessaire.

- b) Évolution de la fiscalité
- c) Évolution ou entrée en vigueur des normes applicables aux prestations du marché
- d) Évolution du calendrier

Toute évolution de calendrier d'exécution des prestations à l'initiative de l'administration peut être mise en œuvre via la présente clause.

- e) Déménagements

A l'issue des déménagements de certains sites, le pouvoir adjudicateur pourra supprimer des lignes de la DPGF correspondant aux sites en question.

Le titulaire en sera notifié, par écrit, dans un délai raisonnable lequel ne pourra être inférieur à 3 mois calendaires avant mise en œuvre.

Le titulaire sera informé de la ligne de la DPGF concernée, et de manière générale, de toute information nécessaire à sa bonne mise en œuvre.

3. Modifications et prises en compte sur simple information au pouvoir adjudicateur

Ces modifications pourront concerner les modifications suivantes :

- a) Modification du siège social
- b) Modification du compte bancaire
- c) Désignation d'un nouveau dirigeant (hors changement de contrôle de la société)
- d) Changement de raison sociale ou de structure n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale

Modalités de mise en œuvre :

1. Pour les modifications nécessitant un avenant : · Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur informe l'autre partie par écrit de la modification envisagée. · Les parties examinent la proposition et ses implications sur le marché. · Si un accord est trouvé, un avenant est rédigé et signé par les deux parties.
2. Pour les modifications applicables de plein droit : · La partie informée du changement en avertit l'autre par écrit. · Le changement est appliqué à compter de la date indiquée dans la notification ou, par défaut, à la date de réception de celle-ci.
3. Pour les modifications sur informations simples : · Le titulaire informe par écrit le pouvoir adjudicateur du changement intervenu. · Le pouvoir adjudicateur prend acte du changement par une décision écrite notamment par le moyen d'un certificat administratif. Toute modification non prévue dans la présente clause devra faire l'objet d'un examen conjoint des parties pour déterminer si elle nécessite un avenant ou si elle peut être mise en œuvre selon une autre modalité prévue ci-dessus.
4. Dématérialisation du suivi : L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

La fermeture d'un site pourra avoir pour effet de mettre fin à l'exécution de la DPGF correspondant à l'exécution des prestations qui prennent fin avec la fermeture du site.

La DPGF détaille les tarifs par étage. Au fur et à mesure des déménagements prévus entre fin 2027 et 2028, des OS seront adressés au titulaire du marché permettant de supprimer les étages fermés qui ne nécessiteront plus de prestations.

Article 17 - Ordres de service

L'ordre de service prescrit le début d'exécution de certaines prestations, celles s'exécutant forfaitairement via l'exécution des DPGF.

Ils sont notifiés selon les modalités stipulées à l'article relatif à la « forme des notifications et des informations » Cf. infra.

Article 18 - Pénalités

18.1. Cadre général

Les pénalités sont applicables de plein droit sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

La non-exécution ou mauvaise exécution ou l'exécution partielle répétée des prestations donneront lieu aux pénalités suivantes, avec mise en demeure préalable.

Celles-ci s'appliquent pour le marché et les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre :

18.2. Tableau des pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence du représentant du titulaire aux réunions et contrôles programmés (absence aux réunions n'ayant pas fait l'objet d'un délai de prévenance d'au moins 4h)	Forfaitaire	500,00 €	Par cas constaté
Non-respect des prises de postes telles que définies au CCTP	Forfaitaire	100,00 €	Par cas constaté
Non-actualisation de la liste du personnel habilité à rentrer sur site	Forfaitaire	150,00 €	Par cas constaté
Absence d'appareil pour les consommables sanitaires	Journalière	150,00 €	Par ensemble sanitaire (regroupement des toilettes et lavabos, morphologie variable)
Rupture d'approvisionnement des consommables sanitaires	Journalière	150,00 €	Par ensemble sanitaire
Non remise des documents administratifs (attestation d'assurance,)	Journalière	150,00 €	Par document manquant
Perte de clés	Forfaitaire	150,00 €	Par clé
Absence du port de badge	Forfaitaire	150,00 €	Par cas constaté
Tenue d'un aspect physique négligé (sale, déchirée, abîmée) ou non identifiée	Forfaitaire	150,00 €	Par cas constaté
Utilisation non autorisée d'un	Forfaitaire	1 500,00 €	Par cas constaté

équipement ou matériel			
Non remise de la liste du personnel dans les 3 mois suivant la date de notification	Forfaitaire	400,00 €	Liste du personnel habilité à rentrer sur le site, par semaine de retard
Non remise de la liste du personnel à compte de la demande de l'administration	Forfaitaire	500,00 €	Par jour de retard
Non remise des plans de contrôles qualités	Forfaitaire	250,00 €	Par cas constaté
Absence du représentant du titulaire lors des contrôles contradictoires	Forfaitaire	300,00€	Par cas constaté
Dégradation du matériel appartenant au pouvoir adjudicateur	Forfaitaire	500,00 €	En sus de la refacturation de la remise en état des installations.
Absence remise plan d'assurance qualité dans le mois qui suit la notification	Forfaitaire	750,00 €	Du marché et par semaine de retard
Absence d'action corrective à la suite d'anomalie signalée par le pouvoir adjudicateur	Forfaitaire	100,00 €	Par heure de retard en fonction du créneau imparti pour intervention
Non déclaration de sous-traitance	Forfaitaire	1000,00 €	
Non utilisation des méthodes, produits et matériels de nettoyage indiqués	Forfaitaire	200,00 €	Selon description dans le CRT, par cas constaté
Non-respect des délais impartis et fixés dans le bon de commande	Journalières	500,00 €	Pour les prestations ponctuelles
Non remise ou non mise à jour ou non-respect des plannings d'exécution	Forfaitaire	150,00 €	Par infraction constatée
Mauvais comportement des agents sur site nuisant au bon fonctionnement ou calme	Forfaitaire	1 000,00 €	Des services, par cas constaté Accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement
Utilisation de personnel dépourvu d'habilitation	Forfaitaire	2 000,00 €	Par cas constaté Accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement
Introduction d'un tiers non autorisé	Forfaitaire	2 000,00 €	Par cas constaté Accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement

Faute lourde (vol, ...)	Forfaitaire	5 000,00 €	Par cas constaté Accompagné du retrait de la personne concernée et de son remplacement
Manquement à des obligations de sécurité	Forfaitaire	500,00 €	Par cas constaté
Défaut de fourniture de produits et consommables nécessaires à l'exécution	Forfaitaire	150,00 €	Nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les sacs à déchets). Par cas constaté
Absence de réponse à un courrier de mise en demeure en RAR	Forfaitaire	200,00 €	Par constat
Absence de réponse dans les 2 semaines à une demande de devis -hors récurrent	Journalière	50,00 €	Par jour de retard
En cas de non-respect de la clause de l'article 21 – Sites protégés et sensibles du présent CCAP	Forfaitaire	500,00 € (non-assujettie à la TVA)	Par constat

18.3. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives à la mise en œuvre des actions d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 60 euros pour chaque recrutement de personne en insertion non réalisé.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

18.4. Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % de la totalité de la valeur des prestations commandées annuelles.

18.5. Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS il n'y a pas de seuil d'exonération.

Article 19 - Régime financier

19.1. Contenu des prix

Les prix sont mixtes et constitués de prix unitaires et forfaitaires.

Les prix unitaires figurent dans les bordereaux de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement de l'accord cadre.

Les prix forfaitaires figurent dans les DPGF.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants liés aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;

19.2. Variation des prix

Les prix sont révisables annuellement à date d'anniversaire du contrat.

La révision s'applique au BPU, aux DPGF et au BPP.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au trimestre T0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Indice des prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – Services de nettoyage

Formule :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (I/I_o)]$$

P=prix actualisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

I_o = valeur de l'indice INSEE Identifiant **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage** connu au jour de la date limite de réception des offres

Pour les marchés subséquents, le TO correspond au trimestre d'actualisation de l'accord-cadre précédant le début du MS.

19.3. Avances

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire, pour les prestations forfaitaires ou pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de cette avance est fixé à 5% du montant concerné, et sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du présent marché est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance versé sera porté à 30% comme le prévoit l'article R2191-7 du code de la commande publique.

En vertu de l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées par les clauses du marché par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Pour la partie à prix unitaires, il est fait application de l'article 2191-16 et suivants du CCP.

19.4. Modalités financières

19.4.1. Répartition des paiements

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est mensuelle.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Les prestations à bon de commande font l'objet d'un paiement sur présentation de la facture et du constat de service fait.

19.4.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Sans objet

19.4.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

19.4.4. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution effective de la prestation
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisés
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

19.5. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

19.6. Unité monétaire

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

19.7. La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Ou, saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/>

Rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée aux articles L. 2192-1 et suivants du CCP, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

Service facturier des ministères sociaux
78/84 rue Olivier de Serres PARIS CEDEX 1575739 France.

Pour tous renseignements concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux (78/84 rue Olivier de Serres PARIS CEDEX 1575739 France) :

stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr

vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr

Article 20 - Dispositions Diverses

20.1. Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou communiquée en cours d'exécution) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

20.2. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

20.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

20.4. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

20.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

20.6. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, et en l'absence de montant minimum contractuel engageant l'administration, le titulaire n'est pas en mesure d'alléguer de préjudice relatif à un manque à gagner.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Les modalités du présent article s'appliquent également aux marchés subséquents.

20.7. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG fournitures/services, à l'article 45.

20.8. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Conformément aux termes de l'article 24 du CCAG-FCS :

« 24.1. Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

24.2. Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46. »

20.8.1. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-FCS, le titulaire peut demander la suspension des prestations par tout moyen matériel ou dématérialisé, permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec la circonstance imprévisible doit être

fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

20.8.2. Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-FCS, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre la circonstance imprévisible et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;

20.8.3. Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et la circonstance imprévisible.

Le titulaire doit respecter tous les délais imposés dans le cadre du présent marché, les prolongations éventuelles devront s'effectuer conformément aux stipulations de l'article 13.3.3 du CCAG FCS.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de

déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

20.8.4. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique. Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

20.8.5. Indemnisation

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre la circonstance imprévisible et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec la circonstance imprévisible. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

[La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.].

20.8.6. Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence à l'article 46.2 CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

20.9. Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

20.10. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Article 21 - Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif Paris.

Article 22 – Sites protégés et sensibles

Le présent marché implique que les agents du titulaire accèdent à certains sites protégés et sensibles.

Conformément à l'article R1332-28 du code de la défense, le titulaire et ses agents feront l'objet une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun élément les concernant est incompatible avec l'accès envisagé.

Dans ces circonstances le titulaire reconnaît, sans pouvoir s'y opposer, que de telles enquêtes puissent être menées à son endroit ou celle de ses agents, et s'engage à en permettre le bon déroulement, comme notamment :

- ne pas les entraver, activement ou passivement, que ce soit préventivement ou non
- si cela est explicitement requis de sa part, collaborer pleinement et entièrement avec les autorités administratives pour en faciliter le travail et mettre en œuvre tout moyen approprié pour s'assurer de la collaboration pleine et entière de ses agents
- le cas échéant, informer par écrit ses agents qu'ils vont faire l'objet d'une enquête

administrative

Tout ajout d'un nouveau site, zone ou local sensible en cours d'exécution du présent marché, est applicable aux parties sans que celles-ci ne puissent s'y opposer.

Dans le cas où l'enquête révélerait une incompatibilité d'accès aux sites ou aux zones sensibles, l'acheteur pourra demander au titulaire le retrait immédiat de ou des agents concerné(s), sans qu'il puisse s'y opposer et sans contrepartie.

Article 23 – Dérogations au CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
7	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
11.2	3.4	Représentation du titulaire
11.2	2.3.4	Représentation des intervenants
14	21	Obligation de confidentialité
13.1	16	Clause d'insertion sociale
15.1	6	Clause sur le travail en journée du personnel
17	14	Pénalités
17.5	14.1.3	Seuil d'exonération des pénalités
18.5	11.1	Avances

Annexe 1 : Annexe 7, des trois sites